

IV. Perspectives for a history of shame between punishment and penance

Peter Maria Münster

Le concept d'une honte réintégrant: La redécouverte de la honte en droit pénale pour le contrôle social

Dans ce discours, il s'agit du concept de la honte réintégrant, un concept développé par le criminologue australien John Braithwaite il y a 20 ans. Il s'agit d'un fondement criminologique et pénal pour un droit pénal moderne de la honte. Contrairement à la plupart des autres discours, l'usage social de la honte ne sera pas mis en examen dans une perspective historique, mais d'un point de vue contemporain. Les formes et effets de l'humiliation publique seront différenciés à l'aide des théorèmes centraux et des mots-clés de Braithwaite; leurs conséquences, en tant que sanction honteuse, seront étendues jusqu'au traitement préventif. Ainsi se crée un concept complexe et moderne de la honte, qui pourrait servir comme critère de comparaison et d'interprétation pour d'autres réflexions et analyses concernant le droit pénal de la honte au Moyen Âge et au début des Temps Modernes.

L'intention principale de Braithwaite est de mettre la honte à l'œuvre comme vecteur de régulation comportementale. Selon Braithwaite, la honte publique (shaming) consiste en la réprobation commune de l'acte commis par le malfaiteur. Ceci engendre un état psychologique extrême chez le malfaiteur, qui se prête particulièrement bien à sa rééducation comportementale (morale) et à la réorientation de ses valeurs. De plus, la menace de la honte publique a un effet fortement décourageant. On a peur de perdre sa bonne réputation, l'attention ou l'estime des personnes qui sont importantes pour nous («significant others»). La dénonciation publique d'une faute commise augmente la motivation de se conformer aux règles sociales bien plus que la peur d'une amende ou d'une peine de prison.

Afin d'exploiter le potentiel de contrôle que détient la honte, il est indispensable que le procédé de punition soit bien visible. La honte sociale se manifeste toujours lors d'une interaction avec un tiers, ainsi la sanction induisant la honte sera obligatoirement exécutée en publique.

Dans le système pénal moderne, l'aspect public de la sanction a perdu en importance suite à la séparation de l'humiliation publique d'avec la punition publique. Au Moyen Âge et au début des Temps Modernes, on accordait un rôle important au caractère honteux propre aux punitions humiliantes : le pilori était un spectacle public de grande popularité. A partir du XVIII^e siècle, les sensibilités (pénales) changent ; ainsi les sanctions de honte visible seront-elles remplacées de plus en plus souvent par des sanctions modernes « invisibles », la prison et l'arrestation. Les amendes et restrictions de libertés qui sont le type de sanction prédominant de nos jours, sont justement exemptes de cet aspect public qui est viscéral au ressenti de la honte. Braithwaite estime que cette désintégration de honte et de punition est la cause principale de l'inefficacité relative du code pénal moderne et des taux de criminalité élevés dans la plupart des pays occidentaux. Il encourage donc une renaissance des éléments expressifs et émotifs dans le code pénal. Il ne compte pas pour autant réinstaurer une copie de la justice du pilori médiévale, qui donne une codification erronée de la honte de par l'humiliation et l'exhibition, mais exige plutôt un droit pénal de la honte à la fois social et intégratif, qui permettra de profiter du potentiel de la honte comme régulateur de comportement sans déclencher une dégradation contre-productive.

Ainsi Braithwaite différencie-t-il deux formes de honte (« shaming ») : d'abord, la stigmatisation, qui mène vers la désintégration (sociale) et impose par défaut un statut de criminel au malfaiteur. La devise « haïr le péché et le pécheur » définit comme « criminel » aussi bien l'acte que l'individu, qui sera alors définitivement considéré comme « un criminel ». Ceci aggrave la situation et incitera le concerné à adopter une carrière criminelle, le poussant encore plus dans la subculture criminelle.

Contrairement à cela, la honte intégrative focalise la désapprobation sociale uniquement sur l'acte criminel – selon la devise chrétienne « haïr le péché mais aimer le pécheur ». L'individu est respecté comme une personne avec un bon fond qui doit être réconciliée avec la société. La réconciliation devient possible dès que le malfaiteur avoue sa faute et se montre pénitent, moyennant quoi une cérémonie de pardon et de réintégration sociale s'ensuit à la désapprobation des actes. L'effet réintégrant de la honte est plus probable encore dans un cadre d'interdépendance. C'est à dire, les personnes participant (à la cérémonie) ont une interdépendance importante entre elles et avec le malfaiteur. Cette type de structure sociale est typique des sociétés communautaires, dans lesquelles les rapports entre individus sont basés sur l'entraide et la confiance – et où la loyauté au groupe prévaut sur les intérêts personnels.

En ce qui concerne la mise en pratique d'un code pénale de la honte, le concept de Braithwaite appuie et légitime les stratégies sociales qui permettent de régler les conflits de manière informelle. Celles-ci doivent être adaptées au code pénal à des endroits propices et émulées par la suite. L'exemple d'une sanction de honte réintégrant par excellence est la « conférence » (« conferencing ») pratiquée en Nouvelle Zélande et en Australie. Il s'agit d'une forme de comparaison entre le coupable et la victime. En présence de sa famille et celle de la victime, de ses voisins, amis et collègues (les « supporteurs »), le coupable est confronté *coram publico* à son acte et les conséquences qui en découlent. Il doit accepter sa honte et présenter ses excuses avant d'être à nouveau admis dans la communauté par un acte (symbolique) de pardon. La confrontation avec la honte a lieu devant un public qualifié, constitué surtout selon l'interdépendance individuelle du coupable. Dans aucun cas, les membres du public ne doivent être choisis au hasard, sous peine de reproduire l'effet inhumain de pilori. Les soi-disant « shame penalties » (punitions honteuses) sont clairement à proscrire, p. ex.: la citation des noms des criminels (sexuels) condamnés dans les journaux ou sur internet, ou bien le fait de porter une affiche avec le slogan auto-inculpant « Je suis un voleur ! » dans une zone piétonne. Celles-ci ne touchent qu'un public arbitraire et fonctionnent comme une stigmatisation selon le sens désintégrant de la honte.

Si on met en relation cette notion dualiste de « shaming » avec le code pénal du Moyen Age et du début des Temps Modernes, il s'impose de remettre en question cette interprétation qui accorde aux pratiques historiques un effet uniquement désintégrant. La sanction honteuse a-t-elle vraiment toujours mené directement et inévitablement à l'exclusion sociale ? Ou bien existait-il aussi des formes de honte réintégrant où le délit n'entraînait qu'une perte temporaire d'honneur et permettait au délinquant de regagner sa place dans la communauté par la suite ? S'il y avait une ligne de démarcation entre les deux types de honte, concernait-elle les délits ou les individus et où se trouvait-elle ? Ces questions sont surtout posées aux historiens du droit et aux anthropologues et sont censées stimuler d'autres discussions et analyses.

Das Konzept des reintegrative shaming: Wiederentdeckung von Scham und Beschämung in der strafrechtlichen Sozialkontrolle

Im Mittelpunkt des Vortrags steht das von dem australischen Kriminologen John Braithwaite vor nunmehr 20 Jahren entwickelte Konzept des reintegrative shaming, einer kriminologischen und straftheoretischen Grundlegung für ein modernes Beschämungsstrafrecht der Gegenwart. Im Unterschied zu den überwiegenden Vorträgen auf der Fachtagung wird somit die Frage des sozialen Gebrauchs der Scham nicht aus einer historischen, sondern aus einer gegenwartsbezogenen Perspektive behandelt. Anhand der theoretischen Kernaussagen und Schlüsselbegriffe Braithwaites sollen Formen und Wirkungen öffentlicher Beschämung differenziert betrachtet und in ihre Konsequenzen für eine präventive Ausgestaltung beschämender Sanktionsformen hinein verlängert werden. Auf diese Weise entsteht ein sehr komplexes modernes Beschämungskonzept, welches als Vergleichs- und Interpretationsmaßstab für weitere Reflexionen und Analysen des historischen Beschämungsstrafrechts des Mittelalters und der Frühen Neuzeit genutzt werden könnte.

Das zentrale Anliegen Braithwaites ist die instrumentelle Indienstnahme der Scham als wirkungsvollster Verhaltensregulator in der strafrechtlichen Sozialkontrolle. Die öffentliche Beschämung (shaming) ist nach Braithwaite gekennzeichnet durch die formell und informell gegenüber dem Missetäter zum Ausdruck gebrachte gesellschaftliche Missbilligung der verübten Tat. Hierdurch lässt sich beim Täter ein extremer psychischer Ausnahmezustand erzeugen, der sich in besonderer Weise für (moral-)erzieherische Verhaltensbeeinflussungen und Änderungen der Wertorientierung nutzbar machen lässt. Darüber hinaus entfaltet ein drohendes shaming auch eine starke abschreckende Wirkung. Die Angst davor, dass sich persönlich bedeutsame Bezugspersonen (sog. „significant others“) aufgrund eines öffentlich angeprangerten Fehlverhaltens von einem abwenden und man die soziale Anerkennung und den „guten Ruf“ verliert, beeinflusst die Motivation zur Verhaltenskonformität wesentlich stärker als etwa die Furcht vor einer Geld- oder Freiheitsstrafe.

Um das umrissene Steuerungspotential der Scham wirksam einzusetzen, bedarf es zwingend der Sichtbarkeit des Bestrafungsvorgangs. Das soziale Schamgefühl entsteht stets in Interaktion mit externen Bezugspersonen, so dass Scham induzierende Sanktionsprozesse zwingend in einem öffentlichen Arrangement vollzogen werden müssen. Dieser Öffentlichkeitscharakter der Bestrafung ist in der modernen Strafpraxis infolge einer wachsenden „Entkopplung von öffentlicher Beschämung und Bestrafung“ weitgehend in den Hintergrund getreten. Historisch betrachtet wurde im Mittelalter und in der Frühen Neuzeit dem Beschämungscharakter des „peinlichen“ Strafens eine wesentliche Rolle beigemessen, war etwa das Stehen am Pranger ein öffentliches Spektakel von hoher Publizität. Infolge veränderter Strafsensibilitäten wurden diese sichtbaren Beschämungsstrafen ab etwa Mitte des 18. Jahrhunderts zunehmend durch moderne „unsichtbare“ Strafen in Gestalt von Zuchthaus und Gefängnis ersetzt. Den heute dominierenden Geld- und Freiheitsstrafen fehlt es gerade an jener Publizität, in die ein starkes Schamempfinden notwendig eingebunden ist. Für Braithwaite ist dieses Auseinanderfallen von Scham und Strafe der zentrale Grund für die relative Wirkungslosigkeit des modernen Strafrechts und die hohe Kriminalitätsbelastung der meisten westlich zivilisierten Staaten. Er propagiert daher eine Wiederbelebung expressiver und emotionaler Elemente im Strafrecht. Hierbei geht es ihm aber keineswegs um eine moderne Kopie der mittelalterlichen Prangerjustiz, in der die Beschämung durch Demütigung und Bloßstellung falsch kodiert war und in kriminogene Exklusionseffekte mündete. Gefordert ist vielmehr ein sozial integrativ gewandeltes Beschämungsstrafrecht, durch das

sich die verhaltenssteuernden Präventionspotentiale der Scham abschöpfen lassen, ohne die kontraproduktiven Degradierungseffekte auszulösen.

Braithwaite unterscheidet daher zwischen zwei verschiedenen Formen des shaming. „Stigmatization“ ist desintegrierend ausgerichtet und stülpt dem Täter einen kriminellen „master status“ über, d. h. nicht nur seine Handlung wird als „kriminell“ definiert, sondern auch der Betroffene selbst wird getreu dem Motto „*hate the sin and hate the sinner*“ als ganze Person unwiderruflich als „Krimineller“ etikettiert. Dies setzt einen die kriminelle Karriere forcierenden Eskalationsprozess in Gang, der den Betroffenen immer weiter in die kriminelle Subkultur drängt. Demgegenüber liegt beim „reintegrative shaming“ der Fokus der sozialen Missbilligung entsprechend der christlichen Devise „*hate the sin and love the sinner*“ allein auf der kriminellen Handlung, während das Individuum als eine im Kern „gute“ Person respektiert wird, die es mit der Gemeinschaft wieder zu versöhnen gilt. Dies wird dadurch erreicht, dass im Anschluss an die Missbilligung des Verhaltens ein Zeremoniell der Vergebung und der sozialen Wiedereingliederung vollzogen wird, vorausgesetzt der Täter bekennt zuvor das begangene Unrecht und zeigt Scham und Reue. Hierbei ist die reintegrative Wirkung des shaming dann am wahrscheinlichsten, wenn es in einem Setting von Beteiligten mit hoher sozialer Interdependenz (interdependency) stattfindet. Eine solche Sozialstruktur ist typisch für kommunitaristische Gemeinschaften, in denen die Beziehungen zwischen Individuen durch gegenseitige Hilfe und Vertrauen geprägt sind und in denen die Loyalität zur Gruppe persönlichen Interessen vorgeht.

Hinsichtlich der praktischen Ausgestaltung eines modernen Beschämungsstrafrechts stützt und legitimiert Braithwaites Konzept eindeutig gemeinschaftsbezogene Strategien der informellen Konfliktregulierung, die es an den passenden Nahtstellen des Strafverfahrens zu adaptieren und zu imitieren gilt. Als Musterbeispiel einer wiedereingliedernd-beschämenden Sanktionsform gilt das aus Neuseeland und Australien stammende sog. „conferencing“, eine modifizierte Form des Täter-Opfer-Ausgleichs. Hierbei wird der Täter in Anwesenheit seiner Familie und derjenigen des Opfers sowie weiterer sog. „Unterstützerpersonen“ aus Nachbarschaft, Freundes- und Kollegenkreis coram publico mit seiner Tat und ihren Folgen konfrontiert, für die er sich schämen und entschuldigen muss, ehe er durch einen (symbolischen) Akt der Vergebung wieder in die Gemeinschaft aufgenommen wird. Die Beschämung findet hier also vor einer qualifizierten Öffentlichkeit statt, die sich maßgeblich aus der individuellen „interdependency“ des Täters konstituiert. Keinesfalls darf die Öffentlichkeit wahllos und beliebig sein, da ansonsten inhumane Anprangerungseffekte drohen. Sogenannten „shame penalties“ wie der Auflistung verurteilter (Sexual-)Straftäter in der Zeitung oder im Internet oder das Tragen selbst bezichtigender Plakate in der Fußgängerzone mit der Aufschrift „Ich bin ein Dieb!“, die ein bloßes Zufallspublikum erreichen, sind daher als desintegrierende shaming-Form im Sinne von „stigmatization“ klar abzulehnen.

Bezieht man abschließend den dualistischen shaming-Begriff Braithwaites auf das Beschämungsstrafrecht des Mittelalters und der Frühen Neuzeit, so drängt sich vor allem die Frage auf, inwiefern Braithwaites eindimensionale Interpretation der historischen Beschämungspraxis im Sinne eines desintegrativen shaming zutrifft. Führte tatsächlich stets ein gerader Weg von der beschämenden Strafe in die Infamie mit der Folge sozialer Exklusion? Oder gab es auch Formen des reintegrative shaming, bei denen die Schandstrafen nur eine temporäre Ehrminderung hinterließen und dem Delinquenten grundsätzlich die Rückkehr in die Gemeinde erlaubten? Wo verlief möglicherweise eine delikts- oder personenbezogene Trennlinie zwischen beiden shaming-Varianten? Fragen, die sich vor allem an die rechtshistorische und anthropologische Zunft richten und zu weiterer Diskussion und Analyse anregen sollen.